



# UN BUDGET DE L'UNION POUR L'AVENIR

#EUBudget #FutureofEurope



14 juin 2018

L'Union européenne est le premier donateur en matière d'aide au développement, le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger pour pratiquement chaque pays au monde. En promouvant la paix et la stabilité et en exportant ses valeurs et ses règles, l'Union est confrontée à un monde de plus en plus complexe et interconnecté qui lui pose de nombreux défis, mais lui offre également des opportunités. La prospérité et la paix dans le voisinage de l'Union ont une incidence positive sur la propre prospérité de l'UE.

Le budget de l'UE permet à l'Union de mettre en œuvre ses priorités à l'échelle mondiale, de relever les défis, de saisir les opportunités et de défendre ses intérêts dans le monde, y compris au moyen de solutions multilatérales. Le nouveau budget à long terme entraînera une importante modernisation de la dimension extérieure du budget de l'Union. Il améliorera l'efficacité et la visibilité des politiques extérieures de l'Union, renforcera la coordination avec les politiques internes et dotera l'UE de la flexibilité nécessaire pour réagir plus rapidement aux nouvelles crises et aux nouveaux défis.

## L'INSTRUMENT DE VOISINAGE, DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (NDICI)

Doté d'un budget de **89,2 milliards d'euros**, l'instrument allouera la plus grande partie des fonds pour l'action extérieure. Il s'agira du principal outil dont l'UE se servira pour contribuer à éradiquer la pauvreté et à promouvoir le développement durable, la prospérité, la paix et la stabilité.



Un **financement accru** pour l'action extérieure de l'UE



**Simplification** : nombre réduit d'instruments et intégration du Fonds européen de développement dans le budget



Une **flexibilité** sur une base pluriannuelle permettant de s'adapter à l'évolution de la situation

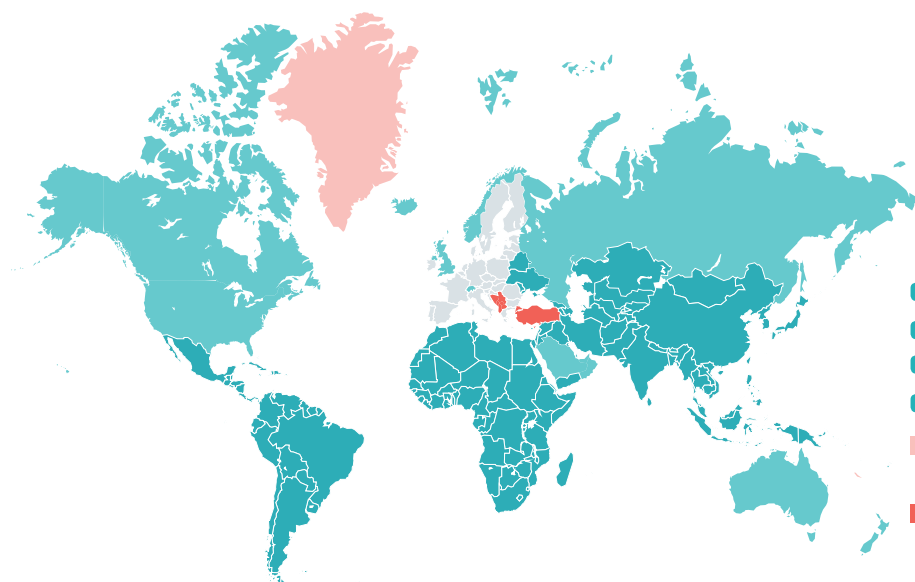


Une **transparence** accrue et un contrôle démocratique



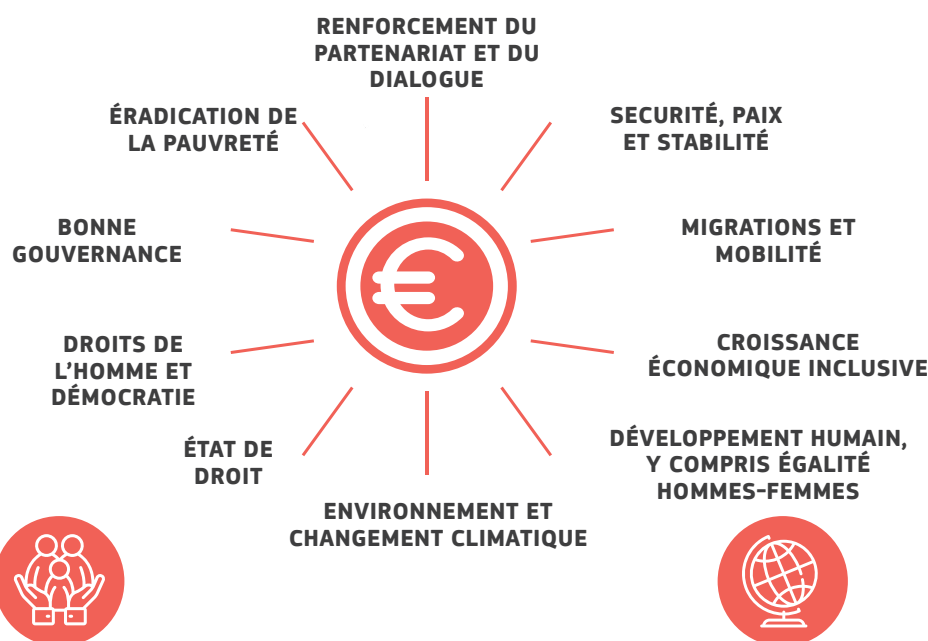
### LE NOUVEL INSTRUMENT EN BREF :

**1. LE PILIER GÉOGRAPHIQUE** fournira une aide d'un montant de **68 milliards d'euros** afin de favoriser le **dialogue et la coopération** avec les pays tiers. Chaque dotation régionale sera adaptée aux besoins et aux priorités des régions concernées, lesquels intègrent les priorités stratégiques de l'UE, notamment dans le **voisinage** de l'Union et en **Afrique**, ainsi que dans les pays les plus démunis.







- NDICI : Voisinage: **22 milliards d'euros**
- NDICI : Afrique subsaharienne: **32 milliards d'euros**
- NDICI : Asie et Pacifique: **10 milliards d'euros**
- NDICI : Amériques et Caraïbes: **4 milliards d'euros**
- Coopération avec les pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland: **500 millions d'euros**
- Instrument d'aide de préadhésion: **14,5 milliards d'euros**




Les défis mondiaux actuels (du changement climatique à l'égalité hommes-femmes, en passant par les migrations) sont complexes, multidimensionnels et étroitement liés. De large portée, l'instrument supprimera les obstacles artificiels qui existaient entre les instruments antérieurs, réduira la charge administrative et simplifiera les structures de gestion. En cohérence avec l'étroite corrélation entre les 17 objectifs de développement durable, la nouvelle architecture intégrée vise à faire en sorte que les différentes actions ne s'attaquent pas à une problématique distincte, mais servent simultanément **plusieurs objectifs**.



**2.** Doté d'un budget de **7 milliards d'euros**, le **PILIER THÉMATIQUE** financera le soutien aux droits de l'homme et à la démocratie, à la société civile, à la stabilité et à la paix. Il complétera les activités du pilier géographique, compte tenu de la nécessité de s'attaquer à ces problématiques à un niveau global.

-  Droits de l'homme et démocratie: **1,5 milliard d'euros**;
-  Organisations de la société civile: **1,5 milliard d'euros**;
-  Stabilité et paix: **1 milliard d'euros**;
-  Défis mondiaux: **3 milliards d'euros**, pour des enjeux tels que:  
la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes et des enfants, les migrations et les déplacements forcés, une croissance inclusive, un travail décent, la protection sociale et la sécurité alimentaire.

**3.** Doté d'un budget de **4 milliards d'euros**, le **PILIER DE RÉACTION RAPIDE** permettra à l'UE d'intervenir rapidement et efficacement pour prévenir des conflits et réagir à des situations de crise ou d'instabilité. Il contribuera au renforcement de la résilience des pays partenaires, ainsi qu'à l'adoption de mesures rapides répondant aux besoins et priorités de l'UE en matière de politique étrangère. Ce pilier:

-  garantira la stabilité et la prévention des conflits dans les situations de crise;
-  renforcera la résilience et permettra de mieux lier aide humanitaire et action en faveur du développement;
-  répondra aux besoins et priorités de l'UE en matière de politique étrangère.



**UNE RÉSERVE DE FLEXIBILITÉ SUPPLÉMENTAIRE**, dotée d'un budget de **10,2 milliards d'euros**, permettra à l'UE de prendre en compte les défis et priorités émergents.



## CADRE D'INVESTISSEMENT

Le nouvel instrument comportera également un **cadre d'investissement** pour l'action extérieure en vue d'augmenter les ressources financières du secteur privé pour le développement durable. Ce cadre se composera du **Fonds européen pour le développement durable (FEDD+)** et de la **garantie pour l'action extérieure**, avec une force de frappe accrue pouvant atteindre **60 milliards d'euros**, en vue de :

- soutenir les micro-entreprises et les PME;
- promouvoir la création d'emplois décents;
- renforcer les infrastructures publiques et privées;
- favoriser les énergies renouvelables et l'agriculture durable;
- soutenir l'économie numérique, etc.



Avec le secteur privé et grâce à l'effet de levier, il serait ainsi possible de mobiliser **jusqu'à 500 milliards d'euros d'investissements** pour la période 2021-2027. Pour veiller à ce que l'UE vienne en aide aux pays qui en ont le plus besoin, une attention particulière sera accordée à la prise en compte des besoins d'investissement dans le voisinage de l'UE, en Afrique, ainsi que dans les pays en situation de fragilité ou de conflit, les pays les moins avancés et les pays pauvres très endettés, et aux régions ayant des besoins fondamentaux en matière d'infrastructures et de connectivité.



## PRIORITÉS TRANSVERSALES

L'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale sera renforcé par des **objectifs de dépense horizontaux**. Une approche coordonnée, globale et structurée des priorités sera ainsi garantie :

- Un objectif de dépense horizontal de 20 % pour le développement humain;
- Un objectif de dépense de 25 % pour accentuer les efforts dans le domaine du changement climatique;
- Un objectif de dépense horizontal de 10 % pour s'attaquer aux causes profondes des migrations irrégulières, tout en créant les conditions de migrations légales et d'une mobilité bien gérée;
- Au moins 92 % des financements du nouvel instrument devraient pouvoir être considérés comme de l'aide publique au développement;
- L'UE continuera à poursuivre son objectif visant à engager 0,7 % de son PIB collectif en faveur de l'aide publique au développement et 0,2 % en faveur des pays les moins avancés.

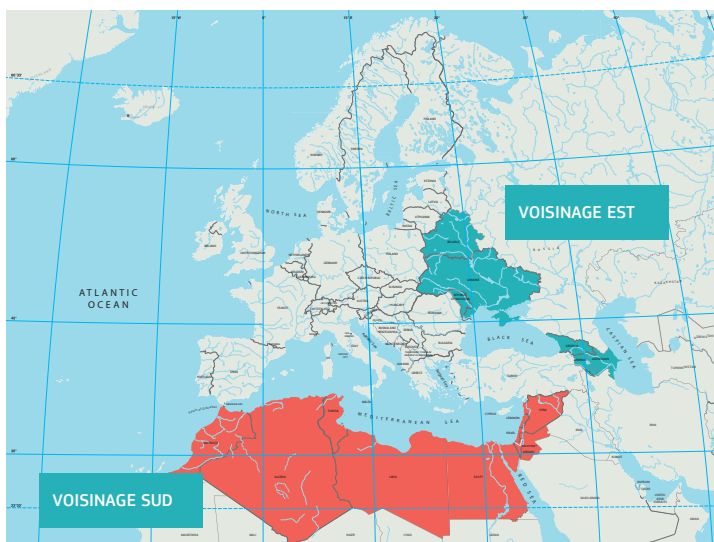


## LE VOISINAGE DE L'UE

Dans le cadre de sa politique européenne de voisinage, l'Union européenne continuera d'œuvrer avec ses partenaires à la **stabilisation**, à la **sécurité** et à la **prospérité**. Un budget réservé accru de 22 milliards d'euros renforcera les principales spécificités du voisinage :

### POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE ET NÉGOCIATIONS D'ÉLARGISSEMENT

- Partenaires de la politique européenne de voisinage - Sud
- Partenaires de la politique européenne de voisinage - Est



(\*) Les cartes sont fournies uniquement à titre d'illustration.

## PRINCIPES



**Finalité politique :** sur la base des grands objectifs stratégiques présentés dans le cadre de la politique de voisinage révisée et convenus de commun accord avec les partenaires



**Responsabilité mutuelle :** état de droit et valeurs fondamentales



**Donner plus pour recevoir plus :** utilisation de 10 % des fonds pour récompenser les progrès accomplis dans les domaines de la démocratie, des droits de l'homme, de la coopération en matière de migration, de la gouvernance économique et des réformes

## PRIORITÉS

### ➤ PROMOUVOIR UNE COOPÉRATION POLITIQUE RENFORCÉE

➤ **SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS ACTUELS**  
Accords d'association, programmes d'association, priorités de partenariat – et préparer les accords futurs

### ➤ PARTENARIAT RENFORCÉ POUR UNE PROSPÉRITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Améliorer l'accès aux marchés, y compris au moyen d'accords de libre-échange approfondi et complet, pour favoriser l'environnement des entreprises et l'investissement et parvenir ainsi à un rapprochement économique progressif avec le marché unique de l'UE.

### ➤ CONTACTS INTERPERSONNELS

Promouvoir un partenariat renforcé entre les sociétés de l'UE et des pays partenaires, y compris avec Erasmus+ et Horizon Europe.

### ➤ RENFORCER LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Dans le cadre du partenariat oriental, de l'Union pour la Méditerranée, d'une collaboration à l'échelle du voisinage européen, ainsi que d'une coopération transfrontière

### ➤ MOBILITÉ ET GESTION DES MIGRATIONS

### ➤ SÉCURITÉ ET STABILITÉ



## COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT

Le cadre politique de la coopération au développement de l'UE a été fixé dans le consensus européen pour le développement, qui définit la vision politique sous-jacente aux propositions financières relatives au prochain CFP. L'objectif principal de cette vision reste l'**éradication de la pauvreté** et la mise en œuvre des **objectifs de développement durable** du programme à l'horizon 2030 des Nations unies et de sa détermination à ne laisser personne à la traîne.

Dans cet esprit, au moins 92 % des financements au titre de l'instrument rempliront les critères du Comité d'aide au développement de l'OCDE et seront donc considérés comme de l'aide publique au développement.

20 % de l'instrument sera consacré à l'inclusion sociale et au développement humain, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes.

En outre, l'instrument traite spécifiquement les questions de la bonne gouvernance, de la démocratie et des droits de l'homme, du changement climatique, des migrations et de la mobilité.

Les pays les plus démunis, en particulier les pays les moins avancés, les pays à faible revenu et les pays vulnérables ou en crise bénéficieront d'une priorité particulière. L'UE poursuivra ses efforts pour atteindre la cible consistant à investir 0,7 % de son produit intérieur brut global dans l'aide publique au développement et 0,2 % en faveur des pays les moins avancés.

Grâce à l'intégration du Fonds européen de développement dans le budget de l'UE, le Parlement européen exercera une influence et une surveillance accrues sur l'action en faveur du développement.

## INSTRUMENT EUROPÉEN EN MATIÈRE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

L'UE affectera **300 millions d'euros** au soutien à la sûreté nucléaire dans le monde, sur la base du traité Euratom. Elle complètera ainsi certaines actions financées au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale et au titre de l'instrument d'aide de préadhésion.



# PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

La poursuite de la coopération avec les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) des États membres de l'UE, y compris le Groenland, sera pourvue d'un budget de **500 millions d'euros**. Elle permettra de renforcer les liens historiques et politiques étroits qui unissent ces pays et territoires à l'Union européenne, et de promouvoir leur développement économique et social.



## EXEMPLES DE RÉSULTATS CONCRETS DU NOUVEAU BUDGET :

Le nouvel instrument permettra à l'UE de réagir mieux et plus vite à des défis mondiaux complexes en ayant recours de manière rationalisée à des actions à court, à moyen et à long terme.



### CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les défis liés au changement climatique sont vastes et nécessitent une combinaison d'actions à long et à court terme qui tiennent compte des besoins en développement des pays partenaires de l'UE et favorisent les possibilités d'investissement dans le domaine des technologies et de l'énergie vertes. Dans le même temps, les catastrophes climatiques majeures s'amplifient et s'intensifient, exigeant une aide immédiate.

- Grâce au **pilier de réaction rapide**, l'UE peut mobiliser une aide à court terme de manière rapide et efficace, par exemple pour atténuer les difficultés engendrées par des événements climatiques tels que le phénomène El Niño. Cela permettra de garantir une complémentarité totale avec l'aide humanitaire de l'UE, de renforcer les **liens** entre l'aide humanitaire et l'aide au développement et d'accroître la **résilience** des pays partenaires qui sont touchés.
- L'**objectif ambitieux d'allouer 25 % du budget** de l'instrument à la lutte contre le changement climatique contribuera à ce que cette lutte soit menée de manière cohérente et efficace au cours de la coopération au développement à long terme de l'UE.
- La coopération renforcée et le **partenariat renforcé avec les alliés aux aspirations similaires** sur la scène mondiale permettront de s'attaquer ensemble à ce problème.
- La réserve de flexibilité du nouvel instrument unique permettra à l'UE de tenir compte des besoins en évolution et des priorités émergentes.
- Le **cadre d'investissement** pour l'action extérieure, y compris ses activités associant des ressources financières publiques et privées, ainsi que le fonds de garantie pour l'innovation contribuent à la mobilisation et à la valorisation de financements permettant d'investir dans la lutte contre le changement climatique, par exemple dans les énergies renouvelables.



### MIGRATIONS

La migration demeure un problème mondial. Les politiques à long terme restent essentielles pour remédier à ses causes profondes tout en réservant des capacités pour répondre aux situations de crise à court terme. L'UE s'emploie déjà à relever ce défi complexe en adoptant une approche globale; grâce au nouvel instrument, l'efficacité et l'efficience de ses politiques seront encore renforcées.

- Le nouvel instrument garantira une complémentarité totale entre les actions **à court et à long terme** et entre les **aspects internes et externes des migrations**, conformément à la vision globale de l'UE développée dans l'agenda européen en matière de migration.
- Grâce au **pilier de réaction rapide**, l'UE peut mobiliser une aide à court terme de manière rapide et efficace, par exemple pour réagir aux situations critiques en cas de vagues de réfugiés dans des zones de conflit ou d'afflux de migrants. Cela permettra de garantir une complémentarité totale avec l'aide humanitaire de l'UE, de renforcer les **liens** entre l'aide humanitaire et l'aide au développement et d'accroître la **résilience** des pays partenaires qui sont touchés.

- La pauvreté, l'instabilité, les conflits et le changement climatique figurent parmi les facteurs qui poussent les populations à quitter leurs foyers, en quête d'une vie meilleure. Un **objectif de dépenses de 10 %** sera destiné à lutter contre les **causes profondes** des migrations irrégulières et des déplacements forcés, notamment en favorisant le développement et les possibilités économiques inclusives tout en créant les conditions d'une migration légale et d'une mobilité bien gérée.
- Le **cadre d'investissement** pour l'action extérieure, y compris ses activités associant des ressources financières publiques et privées, contribuera à la mobilisation de financements selon le principe du lien entre migrations et développement.
- La réserve de flexibilité permettra à l'UE de réagir rapidement aux défis émergents, comme ceux qui sont liés aux pressions migratoires.



## DROITS DE L'HOMME, DÉMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE

La promotion des droits de l'homme et de la démocratie est au cœur même de l'action extérieure de l'UE et ce, d'autant plus qu'il y a trop d'endroits dans le monde où les attaques contre les droits de l'homme et la société civile vont croissant. L'UE demeure la référence de tous ceux qui investissent dans les droits de l'homme et la démocratie; le nouvel instrument leur fournira désormais une meilleure base pour le faire. Il permettra de mener des actions à court, à moyen et à long terme avec l'ensemble des acteurs de la société civile, de l'échelon local à l'échelon international.

- Le **pilier géographique** permettra d'adopter une approche souple et différenciée, qui tienne compte du contexte et des besoins des pays partenaires et des régions concernées. Le soutien de l'UE contribuera à renforcer les processus, la gouvernance et le contrôle démocratiques dans les pays partenaires.
- Dans le cadre du nouvel instrument, l'UE continuera de renforcer les droits de l'homme, la société civile et de promouvoir l'indépendance et le pluralisme des médias.
- Ces actions seront complétées par des actions au titre du **pilier thématique**, doté d'un budget de **1,5 milliard d'euros**; cela se révèle particulièrement pertinent dans les endroits où les militants des droits de l'homme et la société civile voient leur champ d'action s'amenuiser.
- Des **missions d'observation électorale** continueront d'appuyer les processus démocratiques dans les pays partenaires.
- L'UE est et reste un **partenaire mondial** fiable et un fervent partisan du **multilatéralisme**, accordant une attention particulière au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), à la Cour pénale internationale (CPI) et aux mécanismes régionaux et nationaux pertinents de protection des droits de l'homme.